

# Le libertaire

## hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

### ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an..... 6 fr. )  
Six mois..... 3 fr. )  
Trois mois..... 1 fr. 50

### ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne

La Rédaction  
à SILVAIRE

L'Administration  
à Pierre MARTIN

### ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an..... 8 fr. )  
Six mois..... 4 fr. )  
Trois mois..... 2 fr. )

## LES LOIS SCÉLÉRATES

On désigne ainsi, comme chacun sait, les lois qui furent promulguées au lendemain du pétard, presque inoffensif, que Vaillant fit éclater du haut des tribunes publiques du Palais-Bourbon, dans la mare grouillante des Panamistes et, aussi, celles qui furent votées les jours qui suivirent l'accident du travail, dont l'homme tout en bois, Carnot, fit les frais.

A l'époque, les radicaux alliés pour la forme aux socialistes et à quelques députés conservateurs, combattirent vigoureusement contre les lois et ne consentirent à les voter que sur la promesse formelle qu'elles ne seraient qu'une arme provisoire aux mains du gouvernement d'alors. Ce gouvernement fut renversé, et puis d'autres, et d'autres encore, toute la gamme des couleurs républicaines, depuis le rose pâle jusqu'au rouge le plus cramoisi, passa tour à tour sur les portefeuilles ministériels, mais les lois scélérates subsistèrent, non pas oubliées par ceux qui les combattirent jadis, mais bien escomptées par ceux-ci. *In petto*, les réactionnaires se disaient : Canailles de républicains, quand nous aurons étranglé la gauche, quelle arme merveilleuse, forgée par vous, nous aurons contre vous et qui nous permettra de vous envoyer prisonniers rejoindre là-bas... à la Guyane, les anarchistes. Les socialistes partisans de la conquête des pouvoirs publics, grands détracteurs des lois d'exception tant qu'ils sont minorité, ne firent jamais honnêtement le nécessaire, tout ce qu'ils auraient pu faire, pour l'abrogation de ces lois qui, aujourd'hui, sont une menace suspendue sur leur tête par les radicaux, leurs anciens alliés contre les opportunistes, mais arrivés les premiers au pouvoir.

Tant que les anarchistes furent les seules victimes de ces lois, les socialistes réformistes et même ceux qui se disaient révolutionnaires, ne firent entendre que de loin en loin de discrètes protestations au sujet de leur application, car, quoi qu'on dise, tous les ministères qui se sont succédé depuis 1894, jusqu'à nos jours, ne se firent pas faute de les appliquer durement ; dénombrer ceux des nôtres qui en furent frappés serait trop long ici ; d'aucuns sont morts au bagne.

Aujourd'hui, ce ne sont plus les anarchistes seuls qui sont menacés et frappés ; voilà que les trois derniers ministères, composés de radicaux et de socialistes repentis, déferent aux tribunaux d'exception et font condamner des militants non qualifiés anarchistes. C'est le commencement.

Aussi le monde du travail, impulsé par l'élite du syndicalisme, s'agite et s'aperçoit enfin qu'il est temps de faire résolument face au danger.

Viau, Dumont, Baritaud, Broutchoux, Dumoulin condamnés ; d'autres en instance de l'être demain ; la peine accessoire de la relégation leur est épargnée, mais gare à la prochaine fournée, le précédent est établi ; si vous n'y prenez garde, tous ceux qui aspirent à un meilleur devenir pour eux et leurs compagnons de misère seront happés au fur et à mesure que les événements le comporteront.

Ainsi donc, camarades socialistes et révolutionnaires de différentes écoles, c'est grâce à votre manque de clairvoyance, à votre torpeur, à votre coupable indifférence à notre égard, à nous les anarchistes pour qui les lois de 1894 furent établies, que vos amis, les nôtres aussi, cités plus haut sont à leur tour victimes de ces lois.

Encore maintenant, vous protestez surtout parce que le régime bourgeois, qui ne voit son salut que dans la répression, les étend, ces lois, jusqu'aux syndicalistes. Mais réfléchissez donc un peu, rien n'est plus élastique qu'une loi, ça peut s'étendre à l'infini.

Après les anarchistes, le tour des syndicalistes est venu, ensuite d'autres se-

ront touchés, car les profiteurs des mauvais arrangements sociaux que nous subissons tous, travailleurs, ne feront pas de distinction entre telle ou telle école philosophique ; leur soif d'or et de domination est tellement puissante en eux, que tout ce qui leur semblera devoir être un empêchement à l'assouvissement de leur soif sera, en détail, systématiquement frappé, rayé de la vie, légalement, à l'aide des textes de lois.

L'avocat de la République, dans son réquisitoire contre Viau-Baritaud-Dumont, a demandé à-propos à ceux des parlementaires qui qualifient les lois qui nous occupent de lois de circonstances, de lui indiquer une seule loi qui ne fut pas de circonstance. En effet, sur ce point, nous sommes d'accord avec le talentueux pourvoyeur de prisons. Toutes les lois eurent pour but et moyen la défense des privilégiés contre les asservis. M. le substitut Granié, avec son sourire sardonique, dit encore : « Vous trouvez que la loi est mal faite ? Possible, je ne le conteste même pas, mais ce n'est pas à moi à la discuter ; elle est faite, je n'ai pas à m'inquiéter si elle est injuste ; je suis payé pour, en toute indépendance, requérir son application rigoureuse contre qui il plaît au pouvoir de mettre sous ma dent. »

Ce qui veut dire en bon français, dans l'esprit des dirigeants, que la force prime le droit.

S'il en était autrement, comment eût-il été possible de condamner Viau-Baritaud-Dumont pour un délit tout exprès imaginé pour les besoins de la cause patronale ?

Après l'innanité de l'accusation, après les plaidoiries si émouvantes des avocats Boucheron et de Moro-Giafferi, il fallait être, non pas seulement des juges partiaux, mais bien l'ennemi qui, féroce, avec une absence complète de scrupules digne des époques barbares, frappe l'adversaire vaincu. *Dans les luttes sociales, la victoire appartient au plus féroce ! !*

Tant que le peuple ne sera pas pénétré de cette vérité historique, tant qu'il sera la proie des arrivistes, des politiciens, des rhéteurs et des précepteurs de patience, tant qu'il n'aura pas pris conscience de lui-même, il continuera à être broyé, décimé par les lois scélérates en vigueur et, si celles-ci ne suffisent pas au gré des gouvernants, nos dirigeants sont tout prêts à en forger de nouvelles.

Dans toute l'humanité, il n'y a véritablement que deux partis : celui des travailleurs (manuels et intellectuels) et celui des exploités. Ce dernier, à de tous temps, dominé le premier, non pas grâce à sa force, mais bien à cause de la division de celui-ci d'où lui vient sa faiblesse.

Donc, tous les exploités, serrons les coudes, courons sus, en bloc, contre toutes les scélératesses. Pas de sentiment. Abattons sans pitié l'hydre capitaliste aux multiples têtes : pouvoir, magistrature, armée, finance, propriété individuelle..., etc., etc.

La victoire appartient au plus féroce !  
Arnaud Louis.

### Les funérailles d'Aernout

La commission mixte d'organisation des funérailles possède actuellement en mains toutes les pièces nécessaires pour le retour du corps.

Le projet pour la manifestation, le jour du retour de la victime des galonnés, va être étudié cette semaine entre les diverses organisations.

Nous en parlerons plus longuement la semaine prochaine.

Mais dès maintenant une circulaire

sera lancée pour prier les comités de province, Bourses, Fédérations et groupes anarchistes, de s'associer à cette manifestation en organisant pour le jour même du retour du corps à Paris une démonstration qui sera en même temps une protestation en faveur du vaillant ROUSSET, le seul qui n'assistera pas au retour des restes de celui qu'il a si vaillamment défendu.

Pour aider à cette manifestation, le Comité dispose d'images (genre Epinal) qu'il laisse aux prix suivants :

Le 1.000, 7 francs franco ; les 500, 4 francs franco.

### Un procès anarchiste

C'est aujourd'hui, samedi, que Jacquemin et Pierre Martin comparaitront devant les assises du département de la Seine.

Leur crime ? Avoir donné à la révolte des ménagères du Nord une interprétation nettement anarchiste-communiste ; avoir tiré d'un droit naturel et imprescriptible — le droit à la vie — une de ses conséquences logiques : le droit à l'expropriation pour les foules affamées.

N'ayant pris aucun galon — pas même une sardine — dans l'état-major de « l'armée révolutionnaire » (ne pas confondre avec « l'armée nouvelle »), ennemis de tout battage, de tout bluff, nos amis sauront se passer des éclatantes sonorités qui, souvent, accompagnent de tels procès.

Leur procès ne fera donc probablement époque parmi les grandes premières des Polies-Juridiques.

Mais il n'en intéressera pas moins les anarchistes, car c'est bien en anarchistes que vont se présenter nos amis.

Ennemis des lois, de l'autorité, ils ne s'égarent pas dans le maquis juridique ; ils se présenteront seuls, sans le secours d'aucun avocat.

Adversaires du droit de juger, du droit de punir, ils ne présenteront point de défense.

Ils se contenteront de prendre l'entière responsabilité de leurs paroles, de les expliquer, de les commenter, évitant de régresser dans leurs opinions.

Anarchistes, ennemis de l'autorité, ils revendiqueront pour les individus le droit à la vie, le droit au bonheur, le droit à la jouissance, le droit à la révolte contre l'oppression et l'exploitation.

Révoltés et révolutionnaires, ils affirmeront le droit pour les individus et pour les foules de se défendre contre la faim, contre l'oppression, contre l'exploitation, de défendre leur bien-être et leur liberté par tous les moyens, même les plus violents.

Communistes, enfin, ils démontreront la nécessité de l'expropriation révolutionnaire par la grève générale et l'insurrection, en vue de remplacer la propriété individuelle par la possession communautaire, nouveau stade d'évolution sociale, qui permettra de réaliser l'anarchie, la suppression de toute autorité.

Ils démontreront que cette expropriation révolutionnaire doit être précédée par des expropriations partielles, véritables exercices de communisme faisant partie de la gymnastique révolutionnaire.

Leur passion révolutionnaire, la sincérité de leurs convictions leur remporteront le talent des avocats et des témoins, et si la mise en scène laisse à désirer, nous savons que nos amis sauront maintenir fermement les idées anarchistes et communistes ; ils ne fuiront point les responsabilités, ils n'abandonneront rien pour obtenir une réduction de leur peine ; leur attitude nous réconfortera par ces temps de veulerie, en nous montrant des hommes qui savent éviter toute régression dans leurs pensées.

Olivier Henry.



Le meilleur moyen pour assurer l'existence du « Libertaire », c'est de lui faire des abonnés.

## L'Affaire Rousset

### En feuilletant le dossier

Evidemment en étudiant le dossier Rousset, il est bien entendu qu'on ne trouve pas à chaque ligne la preuve absolue de l'innocence de notre camarade. Mais cela ne veut pas dire qu'il soit coupable, car on ne trouve pas non plus de certitude de sa culpabilité. Ce dossier, il faut le lire attentivement, il faut éplucher les interrogatoires, il faut sentir que chaque phrase a été inspirée, dictée ; que les réponses étaient faites d'avance, et que Rousset innocent est devenu coupable, de par « l'ordre des gradés », vengeant ainsi leurs collègues de leur comparution devant le Conseil de guerre d'Oran.

D'ailleurs, comment voulez-vous que le dossier contienne des preuves formelles de l'innocence. Il n'y a que des témoins à charge. Des témoins achetés, des témoins qui mentent, se contredisent, accusent, puis se rétractent pour accuser à nouveau, ce qui fit dire à M<sup>re</sup> Montès, l'avocat de Rousset, « que l'accusation ne lui avait pas permis de faire citer un seul témoin pour prouver que Rousset était innocent », et il demande une remise de l'affaire à six semaines..., que le Conseil de guerre s'empresse de refuser, ne voulant pas six semaines après que l'accusation, échafaudée si péniblement, s'effondre lamentablement.

Il n'y a donc que des témoins à charge. Et quels témoins ! Ceux qui ont le plus grand intérêt à perdre Rousset. Ceux qui savent bien que s'ils obéissent aux ordres de la gradaille, la porte de la liberté s'ouvrira pour eux...

Seul, la victime, celui qui d'un mot aurait pu condamner à tout jamais Rousset, déclare devant plus de vingt témoins — qui le reconnaissent en leurs dépositions — que Brancoli, pendant les trois jours qui précéderent sa mort, affirmait que Rousset était innocent.

Fouillons le dossier.

Qui accuse ? Parmi les principaux : Sauval, Beintin, Bordessoulle, Vigoureux.

Rappelons brièvement l'affaire.

Le 27 août, à 9 heures et demie du soir, une discussion éclate dans la cour de la caserne. Il y a là : Sauval, Beintin, Bordessoulle, Brancoli et Rousset.

Après quelques mots échangés, Brancoli se sert d'épithètes peu flatteuses pour ses camarades, et tout d'un coup il est frappé d'un coup de couteau... Là dessus, chacun s'éclipse, remonte dans sa chambre, le blessé est emporté et, après une enquête hâtive d'un gradé, le caporal Despau, on fit descendre à la « boîte » les témoins du fait : Sauval, Bordessoulle, Beintin et Rousset.

Pendant 48 heures, la chose traîne, on ne sait qui est le coupable. Il semble que les gradés hésitent. On interroge deux fois par jour Sauval, Bordessoulle et Beintin... mais Rousset ne sort pas de cellule. Pourquoi ? Mystère !

Puis tout d'un coup, on annonce que Rousset étant coupable, les autres peuvent sortir de prison... Pourtant, Rousset ne s'est pas accusé..., ses camarades eux-mêmes au début ne disent rien contre lui ; mais le lieutenant Pan-Lacroix, qui instruit l'affaire, a avec eux de

longs conciliabules et leur tient ce langage :

« Vous resterez en cellule, aussi longtemps que vous n'aurez pas dénoncé le coupable. »

Et ils dénoncent Rousset, simplement parce qu'on leur a fait comprendre qu'il faut que Rousset soit coupable.

Le résultat ne se fait pas attendre.

VIGOUROUX, qui accuse Rousset, était détenu pour un autre délit. Il s'évade. Repris, il s'évade à nouveau, et depuis on n'a pas voulu retrouver sa trace.

BORDESSOULLE. — Quinze jours après l'affaire, le 15 septembre, le chasseur Bordessoulle adressait au général commandant le 19<sup>e</sup> corps, la lettre suivante, dont nous respectons la teneur :

« Pièce 44 du dossier.

« Mon Général,

« Etant au 2<sup>e</sup> bataillon d'Afrique depuis 2 ans et ayant encouru beaucoup de punitions pour faire plaisir à d'autres chasseurs qui me poussait.

« Aujourd'hui, je suis témoin dans le meurtre commis par ce fameux Rousset, dont il était craint de tous au quartier.

« Il me reste encore 140 jours à faire, je viens solliciter de votre bienveillance pour vous demander s'il était possible de me faire rentrer en France à l'Ile d'Oléron. Je demande cette faveur, c'est tout simplement pour ma tranquillité personnelle, car d'ici quelques jours, il y a une quantité d'amis à Rousset qui me chercheront journellement querelle, je serais toujours sur le point d'être assassiné.

« Mon général, les 140 jours qui me restent à faire, c'est du rabiot. On pourra me consigner au quartier pendant toute la durée qu'il me reste à faire. Mon changement de compagnie ou des bataillons ne m'assureraient pas plus de sûreté, car déjà, dans tous les bataillons d'Afrique et les compagnies de discipline, les amis de Rousset ont envoyé des lettres pour leur donner les noms de tous ceux qui ont accusé Rousset de meurtre.

« Médée, le 18 septembre 1911.

« Veuillez agréer, etc...

« Signé : BORDESSOULLE. »

Le bougre n'a l'air qu'à moitié rassuré, il craint les représailles. Le voici donc en France, par faveur spéciale, et si nous ne nous trompons pas, ses 140 jours doivent se terminer fin janvier...

BEINTIN. — Celui-ci au lendemain de sa dénonciation de Rousset, tombe malade, on le soigne à l'hôpital, on le dortotte, en attendant qu'un jour le conseil de réforme se prononce sur son cas.

Dans le courant de septembre, le capitaine Godiot, plein d'égards pour lui, adresse à Monsieur le Médecin Chef d'Alger la lettre suivante :

Pièce n° 41 du dossier.

« Demande. — J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître si l'état de santé du chasseur Beintin du 2<sup>e</sup> bataillon d'Afrique, admis à l'hôpital me permettra de l'interroger.

« Dans l'affirmative, je désirerais sa-



individu  
 tôt repr  
 était l'  
 mines  
 Pont-su  
 Ramoli  
 qué des  
 des jou  
 plus ar  
 dont le  
*Libre l*  
 la *Petit*  
 nal d'o  
 sa tête  
 d'appel  
 cles d'l  
*sigeant*  
 masque  
 sements  
 Telle  
 politique  
 Le g  
 reau d  
 les men  
 scil, m  
 Était le



## Défendons notre idéal

Il fut un temps, pas bien éloigné du reste, où des socialistes appelaient à leur secours les anarchistes pour les aider à accomplir certaines besognes. Comme ceci paraissait aller de concert avec leurs convictions et leur idéal, les anarchistes marchèrent. Ils apportèrent dans la lutte leur foi, leur enthousiasme, leur sincérité.

Eternels naifs, ils se dépensèrent sans compter, ne marchant pas leur peine ni leur liberté.

Mais des faits précis, indiscutables, des attaques qui, pour être sournoises, n'en sont que plus dangereuses, ont ouvert les yeux aux moins clairvoyants. Ils s'aperçoivent que d'un côté, après avoir contribué pour une grande part, la plus grande part puis-je dire, à hisser au pavois certains hommes, ceux-ci n'ayant plus besoin de leur concours, jettent le masque et n'ont plus pour les anarchistes que mépris et sarcasmes.

Et cela n'est rien.

En regardant l'œuvre à laquelle ils ont coopéré, ils voient qu'après avoir combattu pour l'antiparlementarisme, ces gens conseillent aujourd'hui de bien voter.

Ayant lutté avec acharnement pour l'antimilitarisme, ils adressent force sourires aux militaires professionnels susceptibles de devenir de bons officiers dans l'armée nouvelle. (Evangile selon Jaurès).

Irréductibles ennemis de la police, ils se déclarent sympathiques au « frère flic ».

C'est donc en conformité avec leur évolution, et n'ayant plus rien de commun avec eux, qu'ils ont pris vis-à-vis des anarchistes une attitude dédaigneuse et méprisante.

Mais assez pour ceux-là.

Portons maintenant nos regards d'un autre côté, bien plus intéressant, vers le syndicalisme.

Là où nous combattons chaque jour, on essaye aussi de disqualifier notre idéal on le traite comme une chose vétuste et hors d'usage.

On pouvait lire dernièrement dans le journal autorisé de l'organisation syndicale, à propos des jeunes syndicalistes : « Nous avons tous passé dans ces groupes où l'on coupe des cheveux en quatre dans le sens de la longueur », etc., et plus loin et du même auteur la qualification de « roccoco » appliquée à notre idéal, et il concluait en affirmant que le syndicalisme a une valeur spécifique, qu'il a sa philosophie propre, en un mot qu'il est la panacée universelle.

Je répondrai que si l'on coupe des cheveux en quatre dans les groupes anarchistes, cela vaut souvent mieux que de suivre la discipline moutonnaire d'une masse inconsciente quelconque, fût-elle syndiquée.

Ces syndicalistes purs oublient trop volontiers que le fond de ce qu'ils appellent leur philosophie, leur a été apporté par les anarchistes qui, en luttant dans les syndicats pour arracher ceux-ci à l'influence des politiques, se sont laissés absorber.

A force de lutter tous les jours pour des réalisations immédiates, ils se sont laissés aller à considérer comme un but ce qui auparavant n'était pour eux et n'est en réalité qu'un moyen de transformation sociale.

Le syndicalisme, indispensable dans la société actuelle, conséquence de celle-ci, devra disparaître dans une organisation future.

Il devra laisser la place à d'autres groupements plus en harmonie avec les nécessités du moment.

S'il tentait à perdurer, il deviendrait une

entrave que nous devrions alors combattre.

Il est donc indispensable que nous poursuivions notre idéal, que nous l'affirmions dans toute sa grandeur et que nous ne le laissions pas rapetisser par tous ceux qui, par mauvaise foi, par ignorance ou inconscience, ont intérêt à le faire.

Le but à atteindre est trop éloigné, dit-on ? Qui sait ? N'oublions pas que la réalité d'aujourd'hui est l'utopie d'hier.

Pierre Mualdès.

## Pour éviter toute équivoque

Je n'ai pas l'intention de démontrer aux lecteurs du *Libertaire* l'absolue utilité d'une langue auxiliaire internationale. Des congrès ouvriers qui se sont tenus en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, en Hongrie ou en France, et où s'étaient donnés rendez-vous des délégués de toutes les nationalités, nous ont surabondamment fourni la preuve de la nécessité qu'il y a pour tous les hommes de se comprendre. Insister sur ce point serait donc superflu.

Il y a à quelque trente ans, un homme, le docteur Zamenhof, après un travail immense, acharné, dota l'humanité de l'idéome si ardemment et depuis si longtemps désiré. Malheureusement, et comme il arrive du reste ordinairement pour toute idée nouvelle, les premiers adeptes de l'Espéranto — nom de l'idéome en question — ne purent, malgré tous leurs efforts, que le faire progresser à pas très lents ; et ce n'est guère que depuis une dizaine d'années que ces progrès furent sensibles. Aujourd'hui, c'est par dizaine de milliers que l'on peut compter les espérantistes répandus dans le monde entier.

Tout irait donc pour le mieux, si quelques camarades — pas mal intentionnés, je veux le croire — n'avaient décidé d'apporter à la nouvelle langue de profondes et inacceptables modifications. C'est ici où jamais le moment de rappeler que toute œuvre, fût-elle la plus belle, a ses détracteurs, sinon ses jossoueurs. La confusion qui, du fait de ces « réformistes », fut jetée dans le monde ouvrier est facile à deviner ; et, plus d'une fois, je me suis entendu répondre, lorsque je préconisais l'étude de l'Espéranto : « Je l'apprendrais volontiers, s'il était le seul idiome international ; mais puisque, paraît-il, il y a l'Ido, que demain il y aura peut-être un second Ido ou quelque autre essai, j'attendrai que vous soyez tous d'accord pour ne nous en offrir qu'un seul. »

Si l'argument n'est pas sans réplique, il ne laisse pas d'être parfois embarrassant.

Il était donc nécessaire d'essayer d'en finir une fois pour toutes avec ce raisonnement ou d'autres analogues. Et c'est pourquoi chacun a pu lire dernièrement dans le journal *La Bataille Syndicaliste* deux articles d'Hubert en faveur de l'Espéranto, et deux articles de Papillon — le même Papillon qui fit, en 1907, dans le *Libertaire*, un cours d'Espéranto en douze leçons — deux articles préconisant l'étude de l'Ido.

Pour ne rien laisser dans l'ombre, une grande controverse aura lieu le samedi 27 janvier à 8 heures et demie du soir, salle Ferrer, Bourse du Travail, à Paris, sous la présidence de Jouhaux, entre M. Aymonier, professeur au lycée Charlemagne, qui présentera l'Espéranto, et Papillon qui nous expliquera pourquoi ceux qui ont autrefois suivi ses conseils et appris à fond l'Espéranto doivent aujourd'hui l'abandonner pour s'efforcer d'apprendre l'Ido.

Inutile d'ajouter que plus l'assistance sera nombreuse, plus la controverse aura d'intérêt.

Les camarades qui désirent s'éclairer sur la question et même ceux qui ont eu déjà le loisir de l'approfondir eux-mêmes, sont donc cordialement invités.

A. Bouchard

## La réaction Italienne

Toute la presse bourgeoise italienne est, comme on sait, en pleine furie militariste ; aussi, à la suite de l'héroïque révolte du camarade Masetti et des commentaires de la presse anarchiste, de nombreux camarades furent incarcérés ou traqués et contraints à passer la frontière. Parmi ces derniers, un des principaux visés, Armando Borghi, de l'*Agitazione*, est parvenu à rejoindre Paris. Nul ne pouvait être mieux qualifié pour renseigner les camarades sur les choses d'Italie. Nous sommes donc heureux de publier l'article ci-dessous, qu'il a bien voulu écrire pour le *Libertaire*.

\*\*\*

Les camarades de France ne connaissent de la situation politique en Italie que ses traits saillants : la guerre de Tripoli, les bravades nationalistes et le silence du prolétariat ; je vais essayer de faire un peu de lumière sur cette situation.

Les événements actuels, tout le monde le comprend, sont l'acte d'accusation de la démocratie parlementaire autant que celui du réformisme syndicaliste de la C.G.T. italienne.

Les socialistes se sont excusés de leur attitude à leur Congrès national de Modène en invoquant... la fatalité de l'adaptation à l'action parlementaire. « Au Parlement, on ne peut que brailer ridiculement ou collaborer pratiquement », ont-ils dit à leurs critiques de l'aile gauche. Et les faits leur donnent raison, puisqu'ils enseignent précisément au prolétariat à ne les suivre dans l'une ni dans l'autre de ces voies, également politiciennes, étatistes.

La C.G.T. (réformiste en Italie) s'est bien déclarée platoniquement contre la guerre, mais elle n'a rien fait qui montre qu'elle y est sérieusement opposée ; peut-être parce que ses dirigeants n'ont pas perdu tout espoir d'un prochain flirt avec Giliotti, flirt que laissait entrevoir l'actuel dictateur de l'Italie dans son fameux discours de Turin, où il a dit en substance que la conquête de Tripoli était une « fatalité historique » qui ne devait nullement empêcher la politique de composition avec les socialistes.

Trois enseignements me semblent donc se dégager de plus en plus fortement des derniers événements politiques : L'impuissance du parlementarisme et son caractère antiprolétarien ; l'impuissance du réformisme et son incapacité à animer le mouvement syndical contre le régime bourgeois, surtout pour le renverser ; enfin, pour les libertaires qui veulent contribuer à révolutionner sérieusement le prolétariat et qui ne veulent pas que les syndicats deviennent, sous la main des socialistes, les premiers embryons autoritaires de la société future, par ces libertaires, dis-je, m'apparaît fortement la nécessité d'adhérer aux syndicats et d'être la conscience active du mouvement ouvrier.

Et à ce propos je dois noter que l'excessif utilitarisme des réformistes, en Italie, fait pendant à un non moins excessif idéalisme de nombreux anarchistes qui s'hypnotisent sur la contempla-

tion du futur et ne savent puiser pour le profit de leurs idées, dans l'immense réservoir d'énergies révolutionnaires qu'accumule le syndicat.

C'est que le prolétariat italien vaut bien mieux que ses dirigeants ou que ses théoriciens : des grèves générales réussies et entreprises malgré ou contre ses dirigeants l'ont démontré. Sans doute ce prolétariat traverse aujourd'hui une période de crise, mais il ne faudrait pas accorder trop d'importance aux aboiements de la presse et aux manifestations nationalistes. Je remarque que l'élément sain du peuple n'a été touché en rien par la rage patriotique et que son inaction provient de causes diverses.

Ce qui a surtout manqué, c'est l'initiative, la coordination des efforts. La masse prolétaire aurait bien fait acte d'opposition et en de nombreuses régions, cette opposition eut été formidable ; mais, je le répète, chez les dirigeants réformistes, même chez ceux qui se déclaraient contre la guerre, on n'avait aucun désir... de créer des embarras au gouvernement. Une preuve qu'une grande partie de la masse ouvrière est contre la barbarie tripolitaine, est précisément dans les déclarations antiguerristes de nombreux réformistes, lesquels ont compris que par là seulement ils pouvaient maintenir leur prestige sur la masse.

D'autre part, il faut reconnaître que la bourgeoisie a été favorisée par les circonstances : le « tripolisme » de la presse réactionnaire ou démocratique, de nombreux socialistes et théoriciens du syndicalisme (il s'est même trouvé un anarchiste ?) Libero Tancredi, pour faire l'apologie de la guerre), tout cela a contribué notablement à la parade nationaliste. Le gouvernement a agi de son côté en faisant arrêter les meilleurs militants syndicalistes et anarchistes... ceux qui n'ont pas pris le large, et ainsi le nationalisme a-t-il pris le dessus. Bien entendu, la presse n'a pas épargné les zéros pour grossir démesurément les manifestants en faveur de la guerre.

Cependant, un réveil reconfortant commence à se manifester. Assemblée dans un meeting l'autre dimanche, le prolétariat de Parme acclamait un vigoureux ordre du jour disant qu'il serait passé à l'action si les paroles ne suffisaient pas ; et à Parme on n'a pas fait de l'action pour rire, maintes fois déjà. En bien d'autres régions, leur agitation contre la guerre et contre la réaction est commencée. Qui sait si le printemps prochain ne verra pas le réveil des enthousiasmes assoupis ?

Je ne suis pas un optimiste, mais je ne crois pas que la patience du prolétariat italien puisse aller beaucoup plus loin.

Le tout est que les militants révolutionnaires sachent prendre une initiative et la poursuivre avec énergie. Alors la face des choses pourrait changer radicalement.

Armando Borghi.

### MONTJUICH !

Nouvelle édition de la *Chromolithographie* du camarade Sagrista, toujours détenu à Barcelone, pour une condamnation à neuf ans de prison.

Prix : un franc ; 1 fr. 15 franco recommandé.

## Un Livre Utile

Moyens d'éviter la grossesse, par G. Hardy. 1 fr. 25 franco, 1 fr. 40 recommandé. Cet ouvrage est précédé d'un exposé des motifs individuels, familiaux, sociaux de vulgariser la préservation sexuelle.

Il est divisé en deux parties :

1° Notions sur la génération, union sexuelle, fécondation ;

2° Moyens d'éviter la conception, à employer soit par l'homme, soit par la femme. Tous les procédés jusqu'ici connus d'éviter la grossesse sont ensuite exposés en détail, matière dont ils sont fabriqués, manière de les employer, nettoyage, entretien en bon état, avantages et inconvénients, etc... Sous ce rapport, cette brochure est certainement la plus complète qui ait paru jusqu'alors.

## Comité de Défense Sociale

(Section de Marseille)

Aux Bourses du Travail, Aux Unions de Syndicats, Aux Organisations ouvrières, Aux groupements d'éducation, d'action et de Défense Sociale, Camarades,

Le prolétariat de France ne saurait se dérober au devoir impérieux qui lui incombe : Briser les portes du bagne dans lequel l'inique jugement (?) du conseil de guerre d'Alger a plongé le vaillant Rousset pour avoir dénoncé la cruauté des chaouchs et jeté à la face des assassins d'Aernout, devant tout le peuple de France, la preuve éclatante de leur crime !

Rousset est le héros de la classe ouvrière. Pour obtenir sa libération, les protestations doivent être de jour en jour plus nombreuses, plus pressantes, plus impérieuses, plus menaçantes.

Rien ne doit être négligé : réunions, meetings, ordres du jour, manifestations.

Il est aussi un autre moyen : la carte postale de Rousset. Il faut qu'elle circule sans cesse dans les correspondances entre parents, amis et connaissances.

Il serait bon que ministres, président de la République, magistrats à la Cour de cassation trouvent chaque matin, dans leur courrier, des milliers de cartes réclamant la libération de Rousset.

Le Comité de Défense Sociale a fait éditer une carte postale représentant Rousset d'après une photographie prise à Médéa le 3 juillet 1911.

Ces cartes sont délivrées au prix de 3 fr. 50 le cent, franco.

Nous espérons, camarades, que vous ferez bon accueil à ce moyen de propagande qui s'impose. Vous aiderez ainsi et avec succès, l'action et la propagande des Comités de Défense Sociale de Paris et de la province dans la campagne pour la libération de Rousset.

Le Secrétaire : A. Durand.

N. B. — Adresser les commandes au camarade A. Girard, trésorier du Comité de Défense Sociale, Bourse du Travail,

\*\*\*

### Section d'Avignon

Le Comité de Défense Sociale d'Avignon, définitivement constitué, tiendra désormais ses réunions tous les vendredis soirs, à neuf heures, à son siège social, Café de l'Entr'acte (salle réservée), place de l'Hôtel.

Vendredi dernier, 19 janvier, a eu lieu la réunion générale. A l'ordre du jour : Adhésions nouvelles individuelles et de groupes, création de sous-comités régionaux ; le retour en France du corps des malheureux Aernout, participation aux obsèques ; organisation d'une tournée de conférences en Vaucluse en faveur du courageux Rousset.

## UN PEU D'HISTOIRE

(Suite)

Après la mort de Sadi Carnot, les deux Chambres se réunirent en congrès à Versailles, conformément à la Constitution, le mercredi 27 juin 1894, afin d'élire un nouveau président de la République. Ce fut Casimir-Perier qui fut élu par 451 voix contre 195 données à Brisson. Le nouveau chef d'Etat était petit-fils d'un ministre de Louis-Philippe et fils aîné du ministre de l'Intérieur à la fin de la présidence du petit Thiers, l'assassin des communards. Ce Casimir-Perier était l'homme de la réaction de par son origine et sa fortune ; en effet, cet individu, que les caricaturistes allaient bientôt représenter avec une tête de bouledogue, était l'un des principaux actionnaires des mines d'Anzin et possédait le château de Pont-sur-Seine, ancienne propriété de Lætitia Ramolino, mère de Napoléon I<sup>er</sup>. Il fut attaqué dès les premiers jours avec violence par des journaux de nuances diverses ; parmi les plus ardents, il faut citer : *l'Intransigeant*, dont le directeur était Henri Rochefort ; *la Libre Parole*, directeur Edouard Drumont ; *la Petite République*, alors socialiste et journal d'opposition ; le *Chambard*, qui avait à sa tête Gérard-Richard. En août, la Cour d'appel avait résolu de poursuivre deux articles d'Henri Rochefort, parus dans *l'Intransigeant* : l'un du 9 août, « Les Hommes au masque de verre », l'autre du 10, « Vomissements ».

Telle était, en peu de mots, la situation politique en France.

Le 9 juillet, le ministre déposa, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi contre les menées anarchistes. Le président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, était le fameux Dupuy, que l'on était toujours sûr de trouver là où se tramait une ca-

naillerie ; le ministre de la Justice était un nommé Guérin ; parmi les individus composant le ministère se trouvaient : Félix Faure, Barthou, Hanotaux, Georges Leygues, Poincaré.

Les plus ardents défenseurs de la nouvelle loi scélérate furent, outre les membres du cabinet Dupuy : Goirand, Lasserre, Flandin et le fameux arriviste Paul Deschanel, dit Ripolin. Au nombre des adversaires du projet liberticide : R. Goblet, Henri Brisson, Pourquery de Boisserin, Pelletan, Marcel Habert, Millerand, Vaillant, Jules Guesde, Léon Bourgeois, Rouanet, Faberot, Jullien. La Chambre, fatiguée de ces débats irritants, allait rejeter la nouvelle loi présentée par le ministère, quand, maladroitement, le radical Léon Bourgeois présenta un amendement qui sauva le gouvernement.

L'article premier de la loi du 28 juillet est ainsi conçu : Les infractions prévues par les articles 24, paragraphes 1 et 3, et 25 de la loi du 29 juillet 1881, modifiés par la loi du 12 décembre 1893, sont déferés aux tribunaux de police correctionnelle, lorsque ces infractions ont pour but un acte de propagande anarchiste.

Article 2. — Sera déferé aux tribunaux de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 100 à 2.000 francs, tout individu qui, en dehors des cas visés par l'article précédent, sera convaincu d'avoir, dans un but de propagande anarchiste :

1° Soit par provocation, soit par apologie des faits spécifiés auxdits articles, incité une ou plusieurs personnes à commettre un vol, soit les crimes de meurtre, de pillage, d'incendie, soit les crimes punis par l'article 435 du Code pénal ;

2° Ou adressé une provocation à des militaires des armées de terre ou de mer, dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires

et la défense de la Constitution républicaine.

Les pénalités prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> seront appliquées même dans le cas où la provocation adressée à des militaires des armées de terre ou de mer n'aurait pas le caractère d'un acte de propagande anarchiste ; mais, dans ce cas, la pénalité accessoire de la rélegation, édictée par l'article 3 de la présente loi, ne pourra être prononcée.

La condamnation ne pourra être prononcée sur l'unique déclaration d'une personne affirmant avoir été l'objet des incitations ci-dessus spécifiées, si cette déclaration n'est pas corroborée par un ensemble de charges démontrant la culpabilité et expressément visées dans le jugement de condamnation.

Le projet de loi du gouvernement disait à l'article 2 : « En dehors des cas prévus par l'article précédent, tout individu qui sera convaincu d'avoir, par des moyens quelconques... ». Or qu'entendait-on par moyens quelconques ?

Mais ce n'était pas seulement les anarchistes que le gouvernement entendait frapper, puisque l'article 2 spécifiait que les pénalités seraient même appliquées si le cas n'avait pas le caractère d'un acte de propagande anarchiste, n'importe qui, royaliste, socialiste et même radical, si le vent politique tournait du côté adverse, peut tomber sous le coup de l'article 2 de la loi du 28 juillet 1894.

Mais le sinistre gredin Dupuy montra toute sa férocité dans l'article 3 qui était présenté ainsi : « La peine de la rélegation pourra, en outre, être prononcée contre les individus condamnés en vertu de la présente loi ». Ainsi un anarchiste condamné à trois mois de prison pouvait être, dans l'esprit de l'envalisseur de la Bourse du Travail, condamné à la rélegation.

Pelletan protesta contre la rélegation qui, dit-il, n'était qu'un mot hypocrite, car telle qu'on appliquait cette peine aux colonies pénitentiaires, elle s'appelait : les travaux for-

cés. Et que, vu le climat meurtrier de la Guyane (62 %), c'était la peine de mort prononcée par la police correctionnelle. Malgré tous les efforts de Balsan, Viviani, Mirman, Millerand, Alphonse Humbert, l'article 3 fut adopté ainsi qu'il suit : « La peine accessoire de la rélegation pourra être prononcée contre les individus condamnés en vertu des articles 1<sup>er</sup> et 2 de la présente loi à une peine supérieure à une année d'emprisonnement et ayant encouru, dans une période de moins de dix ans, soit une condamnation à plus de trois mois d'emprisonnement pour les faits spécifiés auxdits articles, soit une condamnation à la peine des travaux forcés, de la réclusion ou de plus de trois mois d'emprisonnement pour crime ou délit commun. »

Article 4. — Les individus condamnés en vertu de la présente loi seront soumis à l'emprisonnement individuel, sans qu'il puisse résulter de cette mesure une diminution de la durée de la peine.

Les dispositions du présent article seront applicables pour l'exécution de la peine de la réclusion ou de l'emprisonnement, prononcée en vertu des lois du 18 décembre 1893 sur les associations de malfaiteurs et la détention illégitime d'engins explosifs.

Article 5. — Dans les cas prévus par la présente loi, et dans tous ceux où le fait incriminé a un caractère anarchiste, les cours et tribunaux pourront interdire, en tout ou partie, la reproduction des débats, en tant que cette reproduction pourrait présenter un danger pour l'ordre public.

Toute infraction à cette défense sera poursuivie conformément aux prescriptions des articles 42, 43, 44 et 49 de la loi du 29 juillet 1881, et sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de mille francs à dix mille francs (1.000 fr. à 10.000 fr.).

Sera poursuivie dans les mêmes conditions et passible des mêmes peines toute publication ou divulgation, dans les cas prévus au paragraphe 2 du présent article, de docu-

ments ou actes de procédure spécifiés à l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881.

Article 6. — Les dispositions de l'article 463 du Code pénal relatif aux circonstances atténuantes sont applicables à la présente loi.

Cette loi inique et monstrueuse, qui retire même à l'accusé le droit de présenter sa défense au public par voie de la presse, puisqu'elle permet d'interdire tout ou partie des débats, c'est-à-dire donne le droit au président de laisser dans l'ombre tout ce qui est profitable à l'accusé et de mettre en évidence ce qui lui est préjudiciable, cette loi, scélérate entre toutes, qui permet à des juges de police correctionnelle d'envoyer mourir un homme sous un climat meurtrier, parce qu'il n'a point le respect inné de l'autorité, qu'il croit que l'homme peut vivre libre, sans maître, sans loi, sans rien qui l'asservisse et le ravalait au niveau de la brute, cette loi infâme fut votée après un discours de Jaurès, qui s'éleva véhémentement contre elle, par 269 députés, — 269 eunuques serait une expression plus exacte, — contre 163 voix et 96 abstentions. L'incohérence de Léon Bourgeois se manifesta jusqu'au bout ; après avoir proposé divers amendements, voté contre l'article premier, Bourgeois et ses amis en adoptèrent l'ensemble. C'est ce qu'on appelle de la politique !

E. GUICHARD.

(A suivre.)

### FEDERATION REVOLUTIONNAIRE COMMUNISTE

A l'usage des camarades qui veulent faire réfléchir leurs contemporains, nous avons fait tirer, sur papillons gommés, les pensées les plus suggestives d'écrivains ou d'hommes politiques.

48 textes différents : le cent 0 fr. 25, envoi compris.

S'adresser à Eugène Martin, 11, rue de Romainville, Paris (19<sup>e</sup>).



